

Un plan climat pour le Sud

Par un collectif — 29 juillet 2018

La vague migratoire qui atteint l'Union européenne ne met pas seulement ses dispositifs d'accueil en tension, elle met surtout à l'épreuve sa capacité à répondre aux défis de notre temps, à commencer par celui du changement climatique.

- Un plan climat pour le Sud

A tort ou à raison, les Européens s'inquiètent de l'immigration incontrôlée venue d'Afrique ou du Moyen-Orient. L'Aquarius et tous les vaisseaux qui viennent au secours des migrants en détresse nous font prendre conscience de la précarité de notre cadre de vie. Cette inquiétude est renforcée par l'improvisation à laquelle se livrent les responsables publics pour un phénomène pourtant annoncé par les travaux successifs du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec) et du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) des dernières décennies. En l'absence de débouché politique crédible, elle tourne maintenant à la manifestation d'angoisses identitaires et à l'affirmation brutale des valeurs refuges habituelles. La tradition d'asile et d'hospitalité, qui a inspiré l'organisation politique de l'Union, celle qui s'est manifestée à l'égard des réfugiés venus de l'Est lorsque le continent était traversé de miradors et de barbelés, il y a à peine trente ans, est aujourd'hui menacée par le repli nationaliste, la clôture des frontières et la réapparition des murs que nous voulions alors abattre.

Inquiétons-nous aussi des conséquences de cette migration pour les migrants eux-mêmes, en amont des drames maritimes et des calvaires endurés : l'avenir qui s'inscrit ailleurs que sur la terre des ancêtres, le déchirement des histoires familiales, le sacrifice des proches. Ces décisions de départ nous concernent. On parle en effet de réfugiés politiques et de migrants économiques, mais feignons-nous d'oublier qu'ils sont aussi, et de plus en plus, des réfugiés climatiques ? La plupart des motifs de départ, de la dégradation des sols [*Le Monde* du 4 juillet (1)] aux conflits intercommunautaires, sont liés en effet au dérèglement climatique, et ces migrants sont les premiers acteurs d'une tragédie que nous ne voulons pas regarder en face. Ils sont 258 millions aujourd'hui, toutes causes confondues, mais le dérèglement climatique pourrait à lui seul conduire un milliard de personnes sur les routes en 2050, selon l'Organisation internationale pour les migrations (2).

Valoriser les pratiques revitalisantes

A la suite de l'échec de la COP15 de Copenhague, la COP16 de Cancun avait acté, dès 2010, le principe d'un Fonds vert pour le climat, en même temps que la réduction de la déforestation et le transfert de technologie vers les pays du Sud : 100 milliards devraient être consacrés chaque année à partir de 2020 aux projets permettant à ces pays de faire face aux conséquences du dérèglement climatique. Or, à ce jour, aucun de ces engagements n'a produit l'ébauche d'une mise en œuvre

concrète et prévisible. Selon Oxfam, les engagements publics effectifs seraient de l'ordre de 16 à 21 milliards pour des besoins estimés à plus de 1 000 milliards par an, même avec une hausse de température inférieure à 2°C (3). Oubliant les leçons du passé, les responsables européens pensent avoir mieux à faire en négociant, contre rémunération de régimes souvent honnis, l'installation de camps de rétention (*hot spots*) aux frontières de l'Union, réactivant un imaginaire concentrationnaire que nous avons déjà vu à l'œuvre en France avec les camps d'internement pour réfugiés des années trente et quarante. Mais les pays européens ne peuvent pas refuser à la fois l'assistance aux migrants venus du Sud et la solidarité à l'égard des pays les plus exposés au dérèglement climatique qu'ils ont initié.

Il est encore temps de tenir nos promesses. A l'issue du premier cycle du Fonds vert, fin 2018, les pays du Nord sont invités à réouvrir le chantier de sa recapitalisation dans la perspective de la COP24 à Katowice (Pologne), du 3 au 14 décembre 2018. Soutenons auprès des Etats européens partenaires les initiatives en cours pour doter le Fonds vert d'un plan Climat substantiel, reconductible et prévisible, dans l'attente d'un plan mondial pour mettre la finance au service des besoins humains les plus manifestes. Ce plan viendrait d'abord au secours des populations en détresse sur leurs terres, dans le cadre de la responsabilité de protéger adopté par les Nations unies en septembre 2005 (4). Il abonderait également des programmes locaux de réhabilitation des sols et des infrastructures, enfin des programmes d'éducation et de santé communautaire, comme le Plan Marshall a pu aider à relever en son temps les pays européens dévastés par la guerre. Organisons en même temps les échanges de technologie entre pays du Nord et du Sud. Revoyons les normes internationales pour valoriser les pratiques revitalisantes et désigner les activités morbides, toxiques et nuisibles comme telles. Répondons à l'appel des populations aujourd'hui en péril, et soyons enfin à la hauteur des espérances de ceux qui viennent aujourd'hui vers nous.

Signataires

Michel Cucchi, directeur d'hôpital, Centre Virchow-Villermé Paris-Berlin

Christian Enjolras, architecte, écoconstructeur

Leo Kaneman, directeur et président d'honneur du Festival du film du Forum international des Droits humains Genève (FHDH), Zurich (HRFF)

Bernard Kalaora, Professeur honoraire de l'Université Jules Verne, Amiens, Président du Littocean

Albert Levy, architecte urbaniste, CNRS et Réseau Environnement Santé

Sabina Loriga, historienne, directrice de recherche, EHESS

Michèle Riot-Sarcey, historienne, professeur émérite des Universités

Patricia Schulz, avocate, membre du Comité de l'ONU pour l'Elimination des Discriminations à l'Egard Des Femmes (CEDEF), ex-Directrice du Bureau Fédéral de l'Egalité entre Femmes et Hommes, Suisse

Jean-Pierre Traisnel, architecte, ex chercheur CNRS expert énergie climat

(1) Simon Roger, La moitié des terres dans le monde sont dégradées. Le Monde, mercredi 4 juillet 2018, 6.

(2) <https://www.iom.int/complex-nexus#estimates>

(3) Les vrais chiffres des financements climat – Où en est-on de l'engagement des 100 milliards de dollars ? Oxfam International, mai 2018. <https://www.oxfam.org/fr/rapports/2018-les-vrais-chiffres-des-financements-climat>

(4) ONU, Document final du Sommet mondial de 2005, 16 septembre 2005. <http://daccess-ods.un.org/access.nsf/Get?Open&jn=N0551131>